

## Le Mouvement « Les Républicains » s'engage pour l'alternance 2017

L'ensemble des Fédérations départementales des Républicains ont contribué à une réflexion d'ensemble sur un texte d'Orientation définissant les lignes de force du projet qui sera proposé aux français pour l'élection présidentielle du printemps prochain.

Le document d'orientation comporte de nombreuses dispositions mais il apparaît intéressant d'en présenter la synthèse.

### TEXTE D'ORIENTATION

- 1 Les Républicains s'engagent dans le débat de l'alternance avec pour impératif celui de la clarté, clarté sur le projet, clarté sur le cap et la direction proposés aux Français. Tout dire avant le grand rendez-vous de 2017 pour tout faire après, telle est bien la seule stratégie possible pour être à la hauteur des défis qui attendent la France. Tirons la leçon des mensonges du candidat socialiste en 2012. Ce qui ne sera pas dit avant l'alternance ne pourra pas être mis en œuvre après.
- 2 Les Républicains ont vocation à s'adresser à tous les Français sans la moindre considération pour les origines, l'âge, le statut social ou les choix politiques antérieurs. Tous les Français ont leur place dans le projet d'alternance qui est le nôtre. Les primaires seront ouvertes à tous ceux qui veulent partager nos valeurs et s'engagent à les respecter.
- 3 Les Républicains ont vocation à définir et à porter un projet collectif ambitieux dans la perspective de l'alternance, qui sera adopté avant l'été de cette année. Ils sont une force politique exprimant et défendant des convictions. Ils refusent d'être réduits à un club de supporters dans l'attente de la Présidentielle. Le projet collectif engagera notre mouvement et chacun de ses membres.
- 4 Les Républicains constituent la grande formation politique de la droite républicaine et du centre. Ils tiennent à ce rassemblement qui leur permet de combattre tout à la fois les choix de la gauche et ceux du Front National. Ce n'est pas au moment où ce dernier est au niveau électoral qui l'on sait que la moindre division serait acceptable.
- 5 Les Républicains refusent tout accord local, départemental, régional, national, avec le Front National. Ils affirment la totale incompatibilité avec la politique économique, européenne, sociale et sociétale proposée par ce dernier.
- 6 Les Républicains combattent la gauche, son idéologie comme son projet. Ils refusent toutes formes de Front Républicain ou de grande coalition qui conduirait à la confusion en ouvrant un espace immense aux extrêmes. La France a besoin de choix clairs face aux grands défis qui sont les siens.
- 7 Les Républicains croient dans le référendum. Chaque fois qu'un blocage risque de paralyser la société française, la parole doit être redonnée au peuple souverain. La bien-pensance et les discours convenus ne peuvent étouffer la volonté des citoyens français de mettre en œuvre une politique qui ne craindra pas de s'affranchir de toutes lâchetés face à la réalité du quotidien qu'ils vivent.

# La Lettre du Cher

## "Faire vivre la Politique"

## Lettre du Député Yves FROMION

N° 137 – MARS 2016

### EDITO

#### Allah, Mahomet, le vin de Sancerre et la Loi El Khomeri !

Il y a heureusement dans la vraie vie des instants où la réalité saute à la gorge de la tartufferie.

A l'occasion des vœux de la Municipalité de Sancerre j'avais fait applaudir Saint Vincent pour l'excellente cuvée de Sancerre 2015 et j'avais dit « Continuez à honorer et à remercier Saint Vincent car ce n'est ni Mahomet ni Allah qui s'occuperont de votre vin », la Municipalité de Sancerre présente sur la tribune peut en témoigner.

Or voilà qu'un journaliste, mal entendant ou mal pensant, m'a accusé d'avoir dit que Mahomet ou Allah nous « voleraient le Sancerre ».

C'est non seulement stupide, mais illustratif d'une méconnaissance affligeante de l'Islam puisque la consommation de l'alcool est une atteinte majeure aux préceptes du Coran, punie de 40 coups de fouet, voire davantage encore !!!

Mais là, où l'histoire devient drôle c'est que quelques temps après le chef du gouvernement iranien a été reçu en visite officielle à Paris. Ce haut responsable chiite a fait connaître qu'il refuserait de participer au dîner officiel organisé en son honneur à l'Elysée si on y servait du vin. Bien que n'étant pas contraint d'en boire il ne pouvait en supporter la vue !

Le dîner a donc été annulé, François Hollande a eu raison. Mais l'avertissement ne peut être ignoré !

Peut-on espérer que cela fasse réfléchir notre journaliste qui annonçait vouloir « continuer à s'interroger sur le rapprochement entre vin et islam »...

Ce qu'il faut en retenir c'est que notre société doit tenir bon face aux défis des confrontations culturelles inhérentes à la mondialisation.

Or voilà justement que le projet de loi El Khomri sur le travail nous ramène au sujet.

Ce texte stipule que « la liberté du salarié de manifester ses convictions y compris religieuses, ne peut connaître de restrictions que si elles sont justifiées par l'exercice d'autres libertés et droits fondamentaux ou par les nécessités du bon fonctionnement de l'entreprise... etc. »

Ainsi l'entreprise, que l'on se propose déjà de transformer en perceuteur pour collecter à la source l'impôt sur le revenu des salariés, serait vouée par la Gauche à devenir un champ d'expression voire de confrontation des opinions religieuses. Et, dans le même temps on

impose une laïcité stricte dans les services publiques !!! On est dans la déraison absolue. Souhaitons que le Parlement mette son veto à cette disposition législative insensée ... que pour ma part, je ne voterai pas.

La bien-pensance, le relativisme, les renoncements en tous genres, les compromis avec la laïcité comme avec le vin, en un mot toutes les reculades sur le terrain de notre culture, de nos traditions, de notre civilisation, préparent les défaites qui nous guettent.

Yves FROMION  
Député

### L'Union européenne et les migrants

Membre de la Commission des Affaires européennes, j'ai souhaité enquêter sur la façon dont fonctionne le dispositif maritime mis en œuvre par l'Union européenne pour faire barrage au trafic de migrants clandestins entre la Lybie et l'Italie. Particulièrement stupéfait de ce que j'ai observé en Italie j'ai interpellé le Premier Ministre au moyen d'une question d'actualité le 9 mars dernier :

*Monsieur le Premier Ministre,*

*Au terme d'une mission d'information sur la mise en œuvre par l'Union européenne du dispositif SOPHIA contre l'activité des réseaux de traite des êtres humains à partir des côtes libyennes vers l'Europe, je souhaite appeler votre attention sur le caractère singulier pris par cette opération à laquelle la France participe.*

*Le dispositif Sophia mobilise depuis juillet 2015, des moyens militaires maritimes et aériens de plusieurs Etats européens. Il a pour mission d'intercepter, hors des eaux territoriales libyennes, les embarcations utilisées par les organisations criminelles qui « exportent » vers l'Europe, les migrants illégaux originaires des Etats subsahariens.*

*Si l'on ne déplore plus de pertes de vies humaines en mer, c'est parce que les trafiquants conduisent leurs embarcations surchargées de migrants en limite des eaux territoriales libyennes et de carburant. Là ils actionnent par téléphone satellite, l'intervention des secours en mer, c'est-à-dire en fait celle des navires de l'opération Sophia.*

*Les trafiquants n'ont plus qu'à empocher leurs bénéficiaires : 400.000€ pour un bateau de pêche et près de 100.000€ pour un pneumatique.*

*L'Union européenne tend donc à se muer en associée d'un trafic de migrants clandestins pour le plus grand bénéfice de ses organisateurs.*

Suite au verso...

... suite

*Les responsables de Sophia estiment qu'entre 500.000 et 1 million de migrants sont en attente en Lybie et que le chiffre d'affaire du trafic s'élève annuellement à 4.5 milliards€. Une telle manne ne peut laisser indifférent Daesh qui étend son emprise sur la côte libyenne concernée par ce trafic.*

*Monsieur le Premier Ministre, qu'entend faire votre Gouvernement pour redonner du sens à l'intervention européenne avant que le trafic de migrants illégaux ne reprenne avec la fin de l'hiver et que Daesh n'en prenne le contrôle ?*

Le ministre de la Défense, désigné pour me répondre, n'a pu que corroborer mon propos ; mais ça c'est arrêté là. Ni le Gouvernement, ni François Hollande n'envisagent une initiative en direction de l'Union européenne pour mettre un terme à la situation ubuesque qui voit l'Europe prêter un concours complaisant à la traite des êtres humains par des organisations criminelles que l'on aide à s'enrichir.

Faute d'un gouvernement stable en Lybie on ne peut rien faire nous dit on.

Il y a pourtant un moyen de ramener les libyens à un

## Les Primaires

Le processus est en marche même s'il se révèle un peu chaotique du fait des embûches dont une partie de l'UDI s'attache à parsemer la route. Mais on a l'habitude. Une bonne dizaine de candidats à la candidature sont déjà sur les rangs et ce n'est évidemment pas fini.

Déjà des questions se posent.

Chez les Républicains par exemple. Tous les candidats se réclamant de ce parti vont-ils se sentir engagés par le « Projet politique des Républicains » en cours d'élaboration ou choisiront-ils de l'ignorer pour tracer leur propre itinéraire programmatique ? La question n'est pas neutre car il est risqué de paraître négliger l'avis des militants et sympathisants. Autre question : pourquoi seuls les candidats des Républicains à la primaire doivent-ils faire état de parrainages par des élus de tous niveaux ?

On voit que des réglages sont encore nécessaires. Alors les candidats??? Alain Juppé bénéficie de sondages flatteurs alimentés par l'électorat centriste et même au-delà par les déçus du « Hollandisme » comme François Bayrou. Mais ne sont-ils pas un piège pour leur bénéficiaire ? On sait qu'il va falloir réformer et que la main ne devra pas trembler. Cela n'est guère dans la tradition centriste, pas plus que dans celle de la Gauche modérée qui soutient Alain Juppé en espérant qu'Élu Président il ne « renversera pas la table ». Ce positionnement d'équilibriste n'est-il pas fragile ? Déjà le monde médiatique, prompt à suivre les tendances, s'interroge...

François Fillon lui trace sa route. Il a été échaudé par l'élection à la présidence de l'UMP. Il était grand favori, poussé par des vents enchanteurs, et il a fini par s'échouer sur un rivage assez peu hospitalier. Ça laisse des traces. Pourquoi cet échec ?

semblant de raison : le pétrole.

Ce pays vit de sa rente pétrolière qui permet un assistantat massif de la population.

Et bien fermons le robinet ou plutôt restreignons les capacités de vente à l'exportation par un embargo sélectif et progressif. L'exemple de l'Iran montre que ça marche...

Mais il faudrait un peu de courage politique pour porter cette initiative et de toute évidence une image moins déplorable que celle que donne François Hollande, tellement démonétisé qu'Angela Merkel ne prend même plus la peine de solliciter son avis pour agir !

Espérons au moins que notre Marine Nationale engagée dans l'Opération Sophia, recevra l'ordre de ne pas assurer le transport des migrants clandestins vers l'Italie pour le plus grand profit financier de Daesh.

Enrichir Daesh en Lybie, combattre cette organisation en Syrie et en Irak et subir ses corps meurtriers à Paris, quelle réussite

Nicolas Sarkozy n'est toujours pas candidat. Il ne pouvait pas l'être avant que le projet politique des Républicains soit bouclé, ce qui ne saurait tarder, car il aurait perdu toute légitimité à conduire cet exercice. Il ne pouvait pas l'être non plus avant que les désignations des candidats à l'élection législative de 2017 n'aient été largement engagées. Ce sera fait avant Juin, car c'est légalement indispensable à cause des comptes de campagne des futurs candidats qui portent sur l'année précédant l'élection. La déclaration de candidature de Nicolas Sarkozy qui ne fait guère de doute sera-t-elle pour lui un déclencheur de popularité ? C'est sur quoi il compte, comme tous ceux qui le soutiennent.

La candidature de Bruno Le Maire s'appuie sur une campagne sérieuse, à l'image du candidat. Il est évidemment porteur de beaucoup d'inconnu car il n'a jamais exercé de fonctions politiques de premier rang, médiatiquement exposés. Mais comme François Fillon, il inspire confiance, tout en tenant un langage de fermeté, exercice relativement aisé quand on n'a jamais été confronté à la tâche quasi surhumaine de réformer la France. Ce pauvre Hollande, qui lui non plus n'avait jamais gouverné, nous en a administré un exemple plutôt pathétique.

Les autres candidats ne sont pas, pour l'heure en situation de jouer les premiers rôles, mais telle n'est sans doute pas leur intention non plus...

La grande inconnue dans cette affaire c'est la participation « citoyenne ». Mais au moins ces primaires auront-elles pour avantage la confrontation des projets et des méthodes. Cet examen au « scanner électoral », s'il est fait plus sérieusement que lors de la primaire socialiste de 2011, devrait éclairer les électeurs et éviter les déconvenues que les Français connaissent depuis l'élection de François Hollande, ce « Menteur historique ».

## La liberté, entre contrainte et « transparence »

On sait bien que la liberté ne fait pas bon ménage avec la contrainte.

Mais ce que l'on commence à entrevoir c'est qu'elle ne s'accommode guère mieux de la « transparence » à la mode d'aujourd'hui, ou plutôt à l'usage tout à fait abusif qui en est fait, sous le diktat du système médiatique.

La « transparence », assortie d'une bonne rasade d'un droit à l'information que personne n'est à même de caractériser, ni même de codifier, constitue un réservoir à polémique inépuisable, propre à garantir du temps d'antenne et des pages de journaux à n'en plus finir.

Exemple

- ◆ *Allo, Monsieur le Député, ici Radio ...*
- ◆ *Oui, Bonjour*
- ◆ *Bonjour. Ce matin ont été rendus publiques les informations relatives au patrimoine des parlementaires*
- ◆ *Oui je sais, c'est la loi*
- ◆ *Mais il y a un problème, Monsieur le Député, un problème de transparence.*
- ◆ *Pourquoi ?*
- ◆ *Parce que les déclarations sont déposées en Préfecture et il y a une procédure pour pouvoir en prendre connaissance.*
- ◆ *Mais Monsieur, rien ne vous empêche de le faire si mon patrimoine vous intéresse tellement. Chacun peut faire la démarche, c'est la loi.*
- ◆ *Mais Monsieur le Député où est la transparence ? Vous comprenez bien que ce qu'attendent les auditeurs c'est de connaître le patrimoine de leurs élus, votre patrimoine. C'est pour ça que je vous demande, par devoir de transparence, de me décrire le patrimoine qui figure dans votre déclaration.*
- ◆ *Désolé Monsieur mais je m'en tiens aux dispositions de la loi. Il serait d'ailleurs utile que cette loi soit étendue au monde des médias, qu'en pensez-vous ?*

Un lourd silence a conclu notre entretien !

Encore un exemple :

- ◆ *Bonjour Monsieur le Député. Ici (journal)*
- ◆ *Bonjour*
- ◆ *Monsieur le Député vous n'étiez pas dans l'hémicycle hier soir pour le vote de l'article 1 de la Loi sur la déchéance de nationalité. J'ai consulté la liste publiée ce matin par un confrère et votre nom n'y figure pas.*
- ◆ *Non et alors ?*
- ◆ *Au nom de la transparence due aux électeurs je vous demande de dire pourquoi vous étiez absent.*
- ◆ *Je n'étais pas dans l'hémicycle parce que je n'avais pas à y être tout simplement et je n'ai pas l'intention de céder à votre comportement inquisiteur ni à cette forme de tyrannie que vous appelez la transparence.*

S'en suit un échange rugueux.

Qu'est ce qui intéressait le journaliste ?

Le débat législatif ? Pas du tout, il n'en avait aucune idée et puis j'avais publiquement annoncé que je voterais le texte. L'objectif

du journaliste était tout juste de ne pas passer à côté d'une ju-teuse polémique nourrie d'anti parlementarisme ordinaire ! La transparence a bon dos !

En fait que s'est-il passé de si extraordinaire ce lundi 10 février au soir ?

Simplement que les Républicains voulaient apporter un soutien minimaliste à un texte qui divise la Gauche, qui est probablement inconstitutionnel, et que la Droite sénatoriale était chargée de « démonter ». D'où une présence réduite au strict nécessaire dans l'hémicycle. J'étais pour ma part mobilisé sur l'article 2 le lendemain.

Faut-il que les députés aillent prendre leurs ordres dans les rédactions ???

On sait que la vie des médias est difficile (pour certains on peut même parler de survie...) mais cela n'excuse pas les intrusions permanentes et quasiment tyranniques qu'ils s'autorisent dans le champ sociétal au nom d'une fiction de « transparence » qu'ils seraient bien en peine de s'appliquer à eux-mêmes.

Sondages, enquêtes d'opinion, Tweets, Facebook et maintenant « Transparence », voilà le mix qui booste le business médiatique...

Reste notre pauvre liberté, qui étouffe entre contraintes et « transparence » médiatique. Pitié pour elle !

Dire que je ne regrette pas de ne pas avoir applaudi François Hollande lors du Congrès de Versailles le 16 novembre est une litote... au regard du fiasco de son projet de déchéance de la Nationalité française pour les terroristes.

Cette annonce comme celle de la création d'une Garde Nationale, ou l'appel à la solidarité européenne par l'activation de l'article 42-7 du Traité de Lisbonne, toutes dépourvues de concrétisation, exhalait un âcre parfum de panique. Donner de la voix du haut de la tribune du Congrès c'était sans doute pour François Hollande le moyen d'extirper sa détresse face à la perspective du jugement de l'histoire sur sa responsabilité.

### Permanence parlementaire

**Aubigny : 4 Rue du Château**  
**Bourges : 11 Rue de Séraucourt**

Prenez rendez-vous auprès de mon secrétariat : **02 48 81 50 29**

**Courriel : yves@fromion.org**

**Site : fromion.org**